

RCS : BOBIGNY Code greffe : 9301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2012 B 03075 Numéro SIREN : 751 190 265 Nom ou dénomination : AB COURTAGE

Ce dépôt a été enregistré le 26/11/2021 sous le numéro de dépôt 42742

SAS AB COURTAGE

Comptes annuels Bilan au 31/12/2020

40 Avenue de Bobigny

93130 Noisy le Sec

SIRET : 75119026500015



IN EXTENSO ILE DE France NOGENT SUR MARNE

7 avenue de Joinville

94130 NOGENT-SUR-MARNE

Tél : 01.48.83.70.00

Fax : 01.43.97.38.05

Bilan Actif

	Brut	Amort. Prov.	Net Au 31/12/2020	Net Au 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	204 039	203 662	377	13 170
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 680 981	2 680 981		
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	52 228	15 013	37 214	38 316
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	1 000		1 000	1 000
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	50 000		50 000	13 234
TOTAL (I)	2 988 248	2 899 656	88 591	65 719
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	352 150		352 150	240 277
Autres	83 774		83 774	73 638
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres				
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	53 656		53 656	65 206
Charges constatées d'avance	15 055		15 055	8 418
TOTAL (II)	504 635		504 635	387 539
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	3 492 883	2 899 656	593 227	453 258

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
 CABINET ADP & ASSOCIÉS
 45 bld de CRETEIL
 94100 SAINT MAUR DES FOSSÉS
 Tél. : 01 43 24 87 87 / RCS CRETEIL : 389 671 082
 cabadp@wanadoo.fr

Bilan Passif

	Net Au 31/12/2020	Net Au 31/12/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel dont versé : 1 504 410	1 504 410	1 504 410
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	-3 720 648	
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-87 493	-3 720 648
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	682	464
TOTAL (I)	-2 303 050	-2 215 775
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I BIS)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	81 515	81 515
Provisions pour charges		
TOTAL (II)	81 515	81 515
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		3 882
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (III)	2 814 762	2 587 518
Ecarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I à IV)	593 227	453 258
Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP		

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
 CABINET ADP & ASSOCIES
 45 bld de CRETEIL
 94100 SAINT MAUR DES FOSSÉS
 Tél. : 01 43 24 87 87 / 389 671 082
 cabadp@wanadoo.fr

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2020 au 31/12/2020			Du 01/01/2019 Au 31/12/2019
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				20
Production vendue de biens				
Production vendue de services	859 134	133 300	992 434	1 232 739
Chiffre d'affaires Net	859 134	133 300	992 434	1 232 759
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues				
Reprises sur amort., dépréciations, provisions, transferts de charges			3 097	8 701
Autres produits				
TOTAL (I)			995 531	1 241 460
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			116	3 928
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)				
Autres achats et charges externes *			509 351	1 019 850
Impôts, taxes et versements assimilés			49 465	75 062
Salaires et traitements			337 417	607 816
Charges sociales			138 691	220 305
Dotations aux amortissements sur immobilisations			19 779	80 217
Dotations aux dépréciations des immobilisations				
Dotations aux dépréciations des actifs circulants				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			4 157	4 158
TOTAL (II)			1 058 976	2 011 335
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier			1 597	1 639
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION			-63 445	-769 876
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL (V)				
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			23 123	17 896
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
TOTAL (VI)			23 123	17 896
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			-23 123	-17 896
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-86 568	-787 771

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020	Du 01/01/2019 Au 31/12/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	6 869	8 456
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	210	630
TOTAL (VII)	7 079	9 086
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	7 577	179 349
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	427	2 762 614
TOTAL (VIII)	8 004	2 941 963
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-925	-2 932 877
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	1 002 609	1 250 546
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	1 090 103	4 971 194
BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES)	-87 493	-3 720 648

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CABINET ADP & ASSOCIES
45 bld de CRETEIL
94100 SAINT MARR DES FOSSÉS
Tél. : 01 43 24 87 87 / RCS CRETEIL : 389 671 082
cabadp@wanadoo.fr

17 896

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total du bilan avant répartition est de 593 227 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -87 493 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

L'émergence et l'expansion de la COVID-19 depuis l'année 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales sur le plan mondial. Cette crise sanitaire liée à l'événement COVID-19 a eu des impacts significatifs sur l'activité de l'entreprise. En application des décisions gouvernementales, l'entreprise a dû réduire significativement son activité. En conséquence, elle a mis en œuvre les mesures de soutien suivantes :

- Mise en place d'un programme de réduction des coûts afin de sécuriser les résultats (recours à l'activité partielle...)

L'entreprise a retenu une approche d'ensemble pour exprimer les impacts pertinents de la crise sur la performance de l'exercice et sur la situation financière.

Dans un contexte général incertain sur la durée de l'épidémie et ses conséquences économiques, compte tenu de ces mesures et sur la base des informations connues à la date d'arrêt des comptes, l'entreprise estime qu'il n'existe pas, à cette date, d'incertitudes significatives sur la continuité de son exploitation.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charge.

Mali de fusion technique

Suite à la fusion de la société CREDIT MARKET et AB COURTAGE au 31/12/2013, un mali de fusion technique a été inscrit à l'actif du bilan pour une valeur de 2 680 981€.

Au 31/12/2019, le mali de fusion technique a été déprécié pour sa valeur totale de 2 680 981€.

Participation GIE AMAE

Depuis le 22/10/2018, la société AB COURTAGE détient 100 parts pour une valeur nominale de 10€ chacune soit un total de 1 000€.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Concessions et brevets : 3 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans,
Matériel de transport : 3 ans,
Mobiliers de bureau : 9 ans,
Matériel informatique : 3 ans

Pour les biens amortis selon le mode dégressif ou faisant l'objet d'un amortissement exceptionnel, la quote-part excédant l'amortissement linéaire est comptabilisée en amortissement dérogatoire au passif du bilan.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Impôt sur les bénéfices - Intégration fiscale

Depuis le 01/01/2016, la société AB COURTAGE est comprise dans le périmètre fiscal du Groupe UNICAP.

La société ASSU 2000 PARTICIPATION a absorbé la société UNICAP au 01/01/2018, celle-ci conserve le périmètre fiscal, une demande d'agrément de transfert de déficit fiscal a été faite entre les 2 parties.

Provisions

Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est à dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. A la clôture de l'exercice, un passif est comptabilisé si l'obligation existe à cette date et s'il est probable et certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Si elle satisfait aux conditions de comptabilisation d'un passif, une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

Les provisions sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les dispositions relatives à l'évaluation des provisions à leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité s'applique à leur évaluation postérieure.

Les provisions sont rapportées en totalité au résultat quand les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister, c'est à dire soit quand l'entité n'a plus d'obligation, soit quand il n'est plus probable que celle-ci entraînera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente de la part du tiers.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans en tenant compte des éléments suivants :

paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),

données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),

taux d'actualisation retenu à 0.34%.

La valeur actuelle probable des indemnités à verser s'élève à 14 338 €.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité ou partiellement.

Informations requises par l'article R.123-198 - 9° du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 6 755 € hors taxe.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

La crise sanitaire actuelle liée au Covid-19 et la promulgation d'un nouvel état d'urgence sanitaire qui s'étend pour le moment jusqu'au 1er juin 2021 dans le cadre de la loi n°2021-160 du 15 février 2021 ont des impacts significatifs sur l'activité de l'entreprise. Les incidences de ces événements liés à une situation existant à la date de clôture de l'exercice, sont prises en considération dans les comptes, selon les modalités définies au paragraphe de l'annexe relatif aux "informations au titre des événements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice".

Néanmoins, la situation actuelle étant évolutive, tant au regard de la dégradation des conditions d'activité que des mesures de soutien que le Gouvernement propose jour après jour, les comptes ne prennent en compte que les éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes. Dans ces conditions, une information complémentaire sera communiquée si nécessaire à l'occasion de l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes, c'est-à-dire si des événements importants intervenus entre la date d'arrêté des comptes et la présentation de ces comptes à l'assemblée générale impactent l'activité et la situation financière de l'entreprise, sans pour autant nécessiter de modifier les comptes déjà arrêtés.

Effectif moyen

Catégories de salariés	Effectif	Effectif N-1
Cadres	3	4
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	3	7
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	6	11

Commentaire

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 504 410	1.00000	1 504 410
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	1 504 410	1.00000	1 504 410

Commentaire

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Autres engagements	
Engagements de départ en retraite	14 338
TOTAL	14 338

Commentaire

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
TOTAL	

Commentaire

Etat des immobilisations

Cadre A	Valeur brute en début d'exercice	Réévaluation de l'exercice	Augmentations Acquisitions créances virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 885 020		
TOTAL	2 885 020		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.			
Installations techniques, matériel et outillages ind.			
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	36 519		1 238
Mat. de transport			
Mat. de bureau et Info., mobilier	22 031		4 642
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	58 550		5 880
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 000		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	13 234		50 000
TOTAL	14 234		50 000
TOTAL GENERAL	2 957 804		55 880
Cadre B	Diminutions	Valeur brute des Immo en fin d'exercice	Réévalu. légale ou éval. par mise en équival. Valeur d'origine des Immo en fin d'exercice
	Virement	Cession	
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			2 885 020
TOTAL			2 885 020
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.			
Installations techniques, matériel et outillages ind.			
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers			37 757
Mat. de transport			
Mat. de bureau et Info., mobilier	12 202		14 471
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	12 202		52 228
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			1 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	13 234		50 000
TOTAL	13 234		51 000
TOTAL GENERAL	25 436		2 988 248

Etat des amortissements

Situation et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et développement				
Autres postes d'immo. incorp.	190 869	12 798	5	203 662
	190 869	12 798	5	203 662
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.				
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	1 313	3 851		5 164
Matériel de transport				
Mat. de bureau et Informatique, mobilier	18 922	3 130	12 202	9 850
Emballages récup. et divers				
	20 235	6 981	12 202	15 013
TOTAL GENERAL	211 104	19 778	12 207	218 675
Ventil. mouvements provision amortissements dérogatoires				
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode Amort. fiscal dégressif exceptionnel	Différentiel de durée	Mode Amort. fiscal dégressif exceptionnel
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et développement (I)				
Autres postes d'immo. incorp. (II)				
TOTAL				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.				
Inst. gales., agenc. et aménagements divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique, mobilier	427		210	218
Emballages récup. et divers.				
TOTAL	427		210	218
Frais d'acquisition de titres de participations				
TOTAL GENERAL	427		210	218
TOTAL GENERAL NON VENTILE	427	TOTAL GENERAL NON VENTILE	210	TOTAL GENERAL NON VENTILE
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires	464	682	464		682
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger av. 01/01/1992					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger apr. 01/01/1992					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I	464	682	464		682
Risques et charges					
Provisions pour litiges	81 515				81 515
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marché à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions & obligations					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions					
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II	81 515				81 515
Dépréciations					
Immobilisations incorporelles	2 680 981				2 680 981
Immobilisations corporelles					
Immobilisations titres mis en équivalence					
Immobilisations titres de participations					
Immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients					
Autres provisions pour dépréciation					
TOTAL III	2 680 981				2 680 981
TOTAL GENERAL (I+II+III)	2 762 960	682	464		2 763 177
<i>Dont dotations et reprises : - d'exploitation</i>					
<i>Dont dotations et reprises : - financières</i>					
<i>Dont dotations et reprises : - exceptionnelles</i>					
<i>Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation</i>					

Etat des créances

	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	50 000		50 000
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	352 150	352 150	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	11 178	11 178	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	2 052	2 052	
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	70 544	70 544	
Charges constatées d'avance	15 055	15 055	
TOTAL	500 979	450 979	50 000

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Etat des dettes

	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine	255	255		
- à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	278 644	278 644		
Personnel et comptes rattachés	30 781	30 781		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	38 923	38 923		
Impôts sur les bénéfices	8 175	8 175		
Taxe sur la valeur ajoutée	15 135	15 135		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 275	2 275		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	2 440 573	2 440 573		
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	2 814 762	2 814 762		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Résultats des cinq derniers exercices

	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	1 504 410	1 504 410	4 816 337	4 816 337	4 816 337
Nombre d'actions émises	4 816 337	4 816 337	4 816 337	4 816 337	4 816 337
Nombre d'obligations convertibles en actions					
Opérations et résultat					
Chiffre d'affaires (H.T.)	992 434	1 232 759	2 119 713	2 826 947	2 141 645
Résultat av. impôts, participations, dotations aux amortissements et provisions	-67 497	-878 447	-539 019	-541 238	-670 985
Impôts sur les bénéfices					
Participation des salariés					
Résultat ap. impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions	-67 497	-878 447	-539 019	-541 238	-670 985
Résultat ap. impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-87 493	-3 720 648	-629 420	-624 090	-733 765
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions					
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions					
Dividende attribué					
Personnel					
Effectif moyen des salariés	6	12	22	14	16
Montant de la masse salariale	337 417	607 816	672 894	655 536	500 923
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécu. Soc. oeuvres sociales)	138 691	220 305	233 331	229 586	180 733

Variation des capitaux propres

Rubriques	Montant
Capitaux propres N-1 après résultat et avant AGO	-2 215 775
Distributions	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	-2 215 775
Variations du capital social	
Variation des primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Variation des subventions d'investissement et des provisions réglementées	
Variation des autres postes	
Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	-2 215 775
Variations du capital social	
Variations du compte de l'exploitant	
Variations des primes d'émission, de fusion, d'apport ...	
Variations des écarts de réévaluation	
Variations des réserves légales, statutaires, contractuelles et autres	
Variations des réserves réglementées	
Variations du report à nouveau	-3 720 648
Variations des subventions d'investissement et provisions réglementées	218
- Affectations du résultat N-1 en capitaux propres (hors distributions)	3 720 648
Variations en cours d'exercice	218
Capitaux propres à la clôture de l'exercice avant résultat	-2 215 557
Résultat de l'exercice	-87 493
Capitaux propres à la clôture de l'exercice après résultat et avant assemblée annuelle	-2 303 050

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	254.99	269.59
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	84 865.93	145 226.49
Dettes fiscales et sociales	47 625.42	49 962.02
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	132 746.34	195 458.10

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	254.99	269.59
5186000000 INTERET COURUS	254.99	269.59
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	84 865.93	145 226.49
4081000000 FOURN. FACT.NON PARVENUES	84 865.93	145 226.49
Dettes fiscales et sociales	47 625.42	49 962.02
4286000000 PERS.AUTR.CHARGES A PAYER	30 781.42	33 581.02
4386000000 AUTR.CHARG.SOCIAL.A PAYER	16 844.00	16 381.00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	132 746.34	195 458.10

Produits et charges constatés d'avance

	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Produits constatés d'avance		
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL		
	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Charges constatées d'avance		
Charges d'exploitation	15 055	8 418
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	15 055	8 418

Détail des charges constatées d'avance

Charges Constatées d'Avance	Période		Montants Exploitation	Montants Financier	Montants Exceptionnel
	Début	Fin			
CHARGES EXPLOITATION	01/01/2021	31/12/2021	15 055		

Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Charges	Produits
Regularisation charges et produits exceptionnelles	7 577	6 869
Dotation amort dérogatoire	427	
Reprise provision regl immobilisation		210
TOTAL	8 004	7 079

Commentaire

Transfert de charges

Nature des transferts de charges	Montant
Avantage en nature	2 756
Opco	182
Remboursement assurance	159
Total	3 097

AB COURTAGE

Société par actions simplifiée
au capital de 1.504.410 Euros
40 Avenue de Bobigny – 93130 NOISY LE SEC

RCS BOBIGNY 751 190 265

Extrait du procès-verbal des décisions de l'Associé unique du 29 Juin 2021 Pour dépôt des comptes sociaux au Greffe

L'an deux mille vingt-et-un,
Le vingt-neuf juin, à seize heures,

La Société ASSU 2000 PARTICIPATIONS, Associé unique de la Société AB COURTAGE, a été convoquée à la présente Assemblée sur convocation faite par son Président.

Il a été établi une feuille de présence émargée par l'Associé unique.

Monsieur Jacques BOUTHIER, représentant personne physique du Président de la Société, préside la séance en cette qualité.

Le Cabinet ADP & Associés, Commissaire aux Comptes de la Société, régulièrement convoqué, est absent et non représenté, son représentant s'étant excusé.

[...]

Le Président rappelle ensuite que l'Associé unique est appelé à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR ORDINAIRE

- *Lecture du rapport de gestion du Président sur les comptes et opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et présentation des comptes de cet exercice ;*
- *Lecture du rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exécution de sa mission ;*
- *Approbation des comptes et opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et des rapports qui les concernent ;*
- *Quitus au Président ;*
- *Affectation et répartition des résultats de l'exercice ;*
- *Etat des conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce ;*

[...]

- *Pouvoirs à donner en vue de la réalisation des formalités,*
- *Questions diverses.*

Le Président donne lecture de ses rapports, puis donne lecture du rapport du Commissaire aux comptes.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

A l'issue de celle-ci, l'Associé unique prend successivement les décisions suivantes :

DECISIONS RELEVANT DE L'ORDRE DU JOUR ORDINAIRE

PREMIERE DECISION

L'Associé unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président sur l'activité de la société, du rapport du Commissaire aux Comptes, et pris connaissance des comptes annuels afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2020, les approuve tels qu'ils lui ont été présentés.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, il donne quitus entier et sans réserve au Président, la société ASSU 2000 PARTICIPATIONS pour sa gestion au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique décide d'affecter la perte de l'exercice, d'un montant de **(87.493) Euros**, au Poste « Report à nouveau » lequel passerait de (3 720 648) Euros à (3.808.141) Euros.

L'Associé unique prend en outre acte du fait qu'il n'a pas été procédé à la distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices de la Société.

TROISIEME DECISION

L'Associé unique approuve, dans les conditions définies à l'article L. 227-10 du Code de Commerce, les conventions visées audit article et listées dans le rapport de gestion du Président.

La liste de ces conventions est annexée au présent procès-verbal et sera ainsi répertoriée au registre des décisions de l'Associé unique.

QUATRIEME DECISION

L'Associé unique, après avoir entendu la lecture des rapports du Président prend acte, conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent en charge aucune charge au titre d'amortissements excédentaires et une charge de 959 Euros au titre de la TVTS.

[...]

ONZIEME DECISION

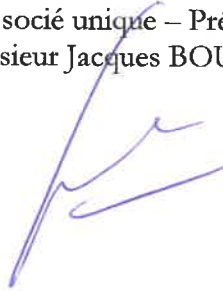
L'Associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'effectuer toutes les formalités de publicité nécessaires, notamment auprès du Greffe du Tribunal de Commerce.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

Extrait certifié conforme par le Président

Pour la société ASSU 2000 PARTICIPATIONS

Associé unique – Président
Monsieur Jacques BOUTHIER





SASU AB COURTAGE

SASU au Capital de 1.504.410 €

40 Avenue de Bobigny
93130 NOISY LE SEC

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020**

Cabinet A.D.P. et Associés – 15 Rue Lafayette– 94210 LA VARENNE SAINT-HILAIRE-
Tél. : 01 85 78 61 22

S.A.R.L. au capital de 38.112,25 Euros - SIRET 389 671 082 00060

Société d'Expertise Comptable, inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables agréés de Paris
Société de Commissariat aux Comptes, membre de la Compagnie Régionale de Paris

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE 2020

A l'attention du Gérant,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale du 18/07/2014 nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SASU AB COURTAGE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés le 30 Avril 2021 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous n'avons pas d'éléments particuliers à porter à votre connaissance.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du liquidateur et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participations réciproques vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le liquidateur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants

et appropriées pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Maur Des Fossés, le 08 Juin 2021

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CABINET ADP & ASSOCIÉS
45 bld de CRETEIL
94100 SAINT MAUR DES FOSSÉS
Tél. : 01 43 24 87 82 / RCS CRETEIL : 389 674 082
cabadp@wanadoo.fr

Cabinet ADP & Associés
Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de PARIS
Représenté par son gérant et associé
Monsieur Alain DANIEL

Bilan Actif

	Brut	Amort. Prov.	Net Au 31/12/2020	Net Au 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	204 039	203 662	377	13 170
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 680 981	2 680 981		
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	52 228	15 013	37 214	38 316
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	1 000		1 000	1 000
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	50 000		50 000	13 234
TOTAL (I)	2 988 248	2 899 656	88 591	65 719
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	352 150		352 150	240 277
Autres	83 774		83 774	73 638
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres				
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	53 656		53 656	65 206
Charges constatées d'avance	15 055		15 055	8 418
TOTAL (II)	504 635		504 635	387 539
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	3 492 883	2 899 656	593 227	453 258

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
 CABINET ADP & ASSOCIES
 45 bld de CRETEIL
 94100 SAINT MAUR DES FOSSES
 Tél. : 01 43 24 87 87 / RCS CRETEIL : 389 671 082
 cabadp@wanadoo.fr

Bilan Passif

		Net Au 31/12/2020	Net Au 31/12/2019
CAPITAUX PROPRES			
Capital social ou individuel	dont versé : 1 504 410	1 504 410	1 504 410
Prime d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence			
Réserves :			
- Réserve légale			
- Réserves statutaires ou contractuelles			
- Réserves réglementées			
- Autres réserves			
Report à nouveau		-3 720 648	
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		-87 493	-3 720 648
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		682	464
TOTAL (I)		-2 303 050	-2 215 775
AUTRES FONDS PROPRES			
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
Autres			
TOTAL (I BIS)			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques		81 515	81 515
Provisions pour charges			
TOTAL (II)		81 515	81 515
EMPRUNTS ET DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			3 882
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (III)		2 814 762	2 587 518
Ecarts de conversion passif (IV)			
TOTAL GENERAL (I à IV)		593 227	453 258
Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP			

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
 CABINET ADP & ASSOCIES
 45 bld de CRETEIL
 94100 SAINT MAUR DES FOSSÉS
 Tél. : 01 43 24 87 87 / 389 671 082
 cabadp@wanadoo.fr

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2020 au 31/12/2020			Du 01/01/2019 Au 31/12/2019
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				20
Production vendue de biens				
Production vendue de services	859 134	133 300	992 434	1 232 739
Chiffre d'affaires Net	859 134	133 300	992 434	1 232 759
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues				
Reprises sur amort., dépréciations, provisions, transferts de charges			3 097	8 701
Autres produits				
TOTAL (I)			995 531	1 241 460
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			116	3 928
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)				
Autres achats et charges externes *			509 351	1 019 850
Impôts, taxes et versements assimilés			49 465	75 062
Salaires et traitements			337 417	607 816
Charges sociales			138 691	220 305
Dotations aux amortissements sur immobilisations			19 779	80 217
Dotations aux dépréciations des immobilisations				
Dotations aux dépréciations des actifs circulants				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			4 157	4 158
TOTAL (II)			1 058 976	2 011 335
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier			1 597	1 639
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION			-63 445	-769 876
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL (V)				
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			23 123	17 896
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
TOTAL (VI)			23 123	17 896
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			-23 123	-17 896
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-86 568	-787 771

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020	Du 01/01/2019 Au 31/12/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	6 869	8 456
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	210	630
TOTAL (VII)	7 079	9 086
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	7 577	179 349
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	427	2 762 614
TOTAL (VIII)	8 004	2 941 963
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-925	-2 932 877
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	1 002 609	1 250 546
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	1 090 103	4 971 194
BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES)	-87 493	-3 720 648

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CABINET ADP & ASSOCIES
45 bld de CRETEIL
94100 SAINT MAUR DES FOSSÉS
Tél. : 01 43 24 87 87 / RCS CRETEIL : 389 671 082
cabadp@wanadoo.fr

17 896

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total du bilan avant répartition est de 593 227 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -87 493 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

L'émergence et l'expansion de la COVID-19 depuis l'année 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales sur le plan mondial. Cette crise sanitaire liée à l'événement COVID-19 a eu des impacts significatifs sur l'activité de l'entreprise. En application des décisions gouvernementales, l'entreprise a dû réduire significativement son activité. En conséquence, elle a mis en œuvre les mesures de soutien suivantes :

- Mise en place d'un programme de réduction des coûts afin de sécuriser les résultats (recours à l'activité partielle...)

L'entreprise a retenu une approche d'ensemble pour exprimer les impacts pertinents de la crise sur la performance de l'exercice et sur la situation financière.

Dans un contexte général incertain sur la durée de l'épidémie et ses conséquences économiques, compte tenu de ces mesures et sur la base des informations connues à la date d'arrêté des comptes, l'entreprise estime qu'il n'existe pas, à cette date, d'incertitudes significatives sur la continuité de son exploitation.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charge.

Mali de fusion technique

Suite à la fusion de la société CREDIT MARKET et AB COURTAGE au 31/12/2013, un mali de fusion technique a été inscrit à l'actif du bilan pour une valeur de 2 680 981€.

Au 31/12/2019, le mali de fusion technique a été déprécié pour sa valeur totale de 2 680 981€.

Participation GIE AMAE

Depuis le 22/10/2018, la société AB COURTAGE détient 100 parts pour une valeur nominale de 10€ chacune soit un total de 1 000€.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Concessions et brevets : 3 ans

Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans,

Matériel de transport : 3 ans,

Mobilier de bureau : 9 ans,

Matériel informatique : 3 ans

Pour les biens amortis selon le mode dégressif ou faisant l'objet d'un amortissement exceptionnel, la quote-part excédant l'amortissement linéaire est comptabilisée en amortissement dérogatoire au passif du bilan.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Impôt sur les bénéfices - Intégration fiscale

Depuis le 01/01/2016, la société AB COURTAGE est comprise dans le périmètre fiscal du Groupe UNICAP.

La société ASSU 2000 PARTICIPATION a absorbé la société UNICAP au 01/01/2018, celle-ci conserve le périmètre fiscale, une demande d'agrément de transfert de déficit fiscal a été fait entre les 2 parties.

Provisions

Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est à dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue à celle -ci. A la clôture de l'exercice, un passif est comptabilisé si l'obligation existe à cette date et s'il est probable et certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Si elle satisfait aux conditions de comptabilisation d'un passif, une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

Les provisions sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les dispositions relatives à l'évaluation des provisions à leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité s'applique à leur évaluation postérieure.

Les provisions sont rapportées en totalité au résultat quand les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister, c'est à dire soit quand l'entité n'a plus d'obligation, soit quand il n'est plus probable que celle-ci entraînera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente de la part du tiers.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans en tenant compte des éléments suivants :

paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),

données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),

taux d'actualisation retenu à 0.34%.

La valeur actuelle probable des indemnités à verser s'élève à 14 338 €.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité ou partiellement.

Informations requises par l'article R.123-198 - 9° du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 6 755 € hors taxe.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

La crise sanitaire actuelle liée au Covid-19 et la promulgation d'un nouvel état d'urgence sanitaire qui s'étend pour le moment jusqu'au 1er juin 2021 dans le cadre de la loi n°2021-160 du 15 février 2021 ont des impacts significatifs sur l'activité de l'entreprise. Les incidences de ces événements liés à une situation existant à la date de clôture de l'exercice, sont prises en considération dans les comptes, selon les modalités définies au paragraphe de l'annexe relatif aux "informations au titre des événements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice.

Néanmoins, la situation actuelle étant évolutive, tant au regard de la dégradation des conditions d'activité que des mesures de soutien que le Gouvernement propose jour après jour, les comptes ne prennent en compte que les éléments disponibles à la date d'arrêt des comptes. Dans ces conditions, une information complémentaire sera communiquée si nécessaire à l'occasion de l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes, c'est-à-dire si des événements importants intervenus entre la date d'arrêt des comptes et la présentation de ces comptes à l'assemblée générale impactent l'activité et la situation financière de l'entreprise, sans pour autant nécessiter de modifier les comptes déjà arrêtés.

Effectif moyen

Catégories de salariés	Effectif	Effectif N-1
Cadres	3	4
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	3	7
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	6	11

Commentaire

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 504 410	1.00000	1 504 410
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	1 504 410	1.00000	1 504 410

Commentaire

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Autres engagements	
Engagements de départ en retraite	14 338
TOTAL	14 338

Commentaire

ENGAGEMENTS RECUS :

[illegible]

Commentaire

Etat des immobilisations

Cadre A	Valeur brute en début d'exercice	Réévaluation de l'exercice	Augmentations Acquisitions créances virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 885 020		
TOTAL	2 885 020		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.			
Installations techniques, matériel et outillages ind.			
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers	36 519		1 238
Mat. de transport			
Mat. de bureau et info., mobilier	22 031		4 642
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	58 550		5 880
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 000		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	13 234		50 000
TOTAL	14 234		50 000
TOTAL GENERAL	2 957 804		55 880
Cadre B	Diminutions	Valeur brute des immo en fin d'exercice	Réévalu. légale ou éval. par mise en équival. Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
	Virement	Cession	
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			2 885 020
TOTAL			2 885 020
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.			
Installations techniques, matériel et outillages ind.			
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers			37 757
Mat. de transport			
Mat. de bureau et info., mobilier	12 202		14 471
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	12 202		52 228
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			1 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	13 234		50 000
TOTAL	13 234		51 000
TOTAL GENERAL	25 436		2 988 248

Etat des amortissements

Situation et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et développement				
Autres postes d'immo. incorp.	190 869	12 798	5	203 662
	190 869	12 798	5	203 662
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.				
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	1 313	3 851		5 164
Matériel de transport				
Mat. de bureau et informatique, mobilier	18 922	3 130	12 202	9 850
Emballages récup. et divers				
	20 235	6 981	12 202	15 013
TOTAL GENERAL	211 104	19 778	12 207	218 675

Ventil. mouvements provision amortissements dérogatoires								
Immobilisations amortissables	DOTATIONS						REPRISES	Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel		

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'étab. et développement (I)							
Autres postes d'immo. incorp. (II)							
TOTAL							

IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gales., agencts. et aménag. des constr.							
Inst. techniques, mat. et outillage indust.							
Inst. gales., agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau, informatique, mobilier	427				210		218
Emballages récup. et divers.							
TOTAL	427				210		218
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL	427				210		218
TOTAL GENERAL NON VENTILE	427	TOTAL GENERAL NON VENTILE	210	TOTAL GENERAL NON VENTILE	218		

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires	464	682	464		682
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger av. 01/01/1992					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger apr. 01/01/1992					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I	464	682	464		682
Risques et charges					
Provisions pour litiges	81 515				81 515
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marché à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions & obligations					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions					
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II	81 515				81 515
Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Dépréciations					
Immobilisations incorporelles	2 680 981				2 680 981
Immobilisations corporelles					
Immobilisations titres mis en équivalence					
Immobilisations titres de participations					
Immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients					
Autres provisions pour dépréciation					
TOTAL III	2 680 981				2 680 981
TOTAL GENERAL (I+II+III)	2 762 960	682	464		2 763 177
<i>Dont dotations et reprises : - d'exploitation</i>					
<i>Dont dotations et reprises : - financières</i>					
<i>Dont dotations et reprises : - exceptionnelles</i>					
<i>Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation</i>					

Etat des créances

		Liquidité de l'actif	
	Montant brut	Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	50 000		50 000
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	352 150	352 150	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	11 178	11 178	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	2 052	2 052	
Groupe et associés (2)			
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	70 544	70 544	
Charges constatées d'avance	15 055	15 055	
TOTAL	500 979	450 979	50 000

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Etat des dettes

	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine	255	255		
- à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	278 644	278 644		
Personnel et comptes rattachés	30 781	30 781		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	38 923	38 923		
Impôts sur les bénéfices	8 175	8 175		
Taxe sur la valeur ajoutée	15 135	15 135		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 275	2 275		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	2 440 573	2 440 573		
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	2 814 762	2 814 762		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques

Résultats des cinq derniers exercices

	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	1 504 410	1 504 410	4 816 337	4 816 337	4 816 337
Nombre d'actions émises	4 816 337	4 816 337	4 816 337	4 816 337	4 816 337
Nombre d'obligations convertibles en actions					
Opérations et résultat					
Chiffre d'affaires (H.T.)	992 434	1 232 759	2 119 713	2 826 947	2 141 645
Résultat av. impôts, participations, dotations aux amortissements et provisions	-67 497	-878 447	-539 019	-541 238	-670 985
Impôts sur les bénéfices					
Participation des salariés					
Résultat ap. impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions	-67 497	-878 447	-539 019	-541 238	-670 985
Résultat ap. impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-87 493	-3 720 648	-629 420	-624 090	-733 765
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions					
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions					
Dividende attribué					
Personnel					
Effectif moyen des salariés	6	12	22	14	16
Montant de la masse salariale	337 417	607 816	672 894	655 536	500 923
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécu. Soc. oeuvres sociales)	138 691	220 305	233 331	229 586	180 733

Variation des capitaux propres

Rubriques	Montant
Capitaux propres N-1 après résultat et avant AGO	-2 215 775
Distributions	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	-2 215 775
Variations du capital social	
Variation des primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Variation des subventions d'investissement et des provisions réglementées	
Variation des autres postes	
Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	-2 215 775
Variations du capital social	
Variations du compte de l'exploitant	
Variations des primes d'émission, de fusion, d'apport ...	
Variations des écarts de réévaluation	
Variations des réserves légales, statutaires, contractuelles et autres	
Variations des réserves réglementées	
Variations du report à nouveau	-3 720 648
Variations des subventions d'investissement et provisions réglementées	218
- Affectations du résultat N-1 en capitaux propres (hors distributions)	3 720 648
Variations en cours d'exercice	218
Capitaux propres à la clôture de l'exercice avant résultat	-2 215 557
Résultat de l'exercice	-87 493
Capitaux propres à la clôture de l'exercice après résultat et avant assemblée annuelle	-2 303 050

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	254.99	269.59
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	84 865.93	145 226.49
Dettes fiscales et sociales	47 625.42	49 962.02
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	132 746.34	195 458.10

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	254.99	269.59
5186000000 INTERET COURUS	254.99	269.59
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	84 865.93	145 226.49
4081000000 FOURN. FACT.NON PARVENUES	84 865.93	145 226.49
Dettes fiscales et sociales	47 625.42	49 962.02
4286000000 PERS.AUTR.CHARGES A PAYER	30 781.42	33 581.02
4386000000 AUTR.CHARG.SOCIAL.A PAYER	16 844.00	16 381.00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	132 746.34	195 458.10

Produits et charges constatés d'avance

	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Produits constatés d'avance		
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL		
	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Charges constatées d'avance		
Charges d'exploitation	15 055	8 418
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	15 055	8 418

Détail des charges constatées d'avance

Charges Constatées d'Avance	Période		Montants Exploitation	Montants Financier	Montants Exceptionnel
	Début	Fin			
CHARGES EXPLOITATION	01/01/2021	31/12/2021	15 055		

Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Charges	Produits
Regularisation charges et produits exceptionnelles	7 577	6 869
Dotation amort derogatoire	427	
Reprise provision regl immobilisation		210
TOTAL	8 004	7 079

Commentaire

Transfert de charges

Nature des transferts de charges	Montant
Avantage en nature	2 756
Opco	182
Remboursement assurance	159
Total	3 097